

Pour des territoires protecteurs des femmes victimes de violences

Newsletter de l'**Observatoire des violences envers les femmes** de la Seine Saint Denis et de la **Commission inclusion sociale, démocratie participative et droits humains de CGLU (CGLU- CISDPDH)** dans le cadre du programme international « Pour des territoires protecteurs des femmes victimes de violences », financé par l'Agence française de développement.

25 novembre 2023 journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes

Entretien avec Maysoun Dawoud, Responsable de l'Observatoire des violences faites aux femmes de Djénine

Dans le contexte tragique de la guerre entre Israël et le Hamas, Maysoun explique les conséquences du conflit en cours sur la vie des femmes et des jeunes filles de Djénine (Palestine).

Quelle est la situation actuelle des femmes et des filles en Palestine ?

Les conditions tragiques dans les territoires palestiniens ont un impact très négatif sur les femmes et les enfants. Comme l'indique ONU Femmes, le conflit a déjà entraîné **le déplacement de près de 493 000 femmes et filles à Gaza**. La situation était déjà désespérée avant la crise actuelle. Au-delà des attaques à Gaza, on assiste à une escalade de la violence en Cisjordanie. Il y a 560 points de contrôle entre les villes de Cisjordanie et ses villages: actuellement, ils sont tous fermés. Nous ne pouvons pas quitter Djénine.

Les Palestiniens qui travaillaient en Israël avec des permis de travail sont maintenant au chômage. La fermeture des points de contrôle est un moyen d'affaiblir l'Autorité palestinienne, car les citoyens Palestiniens ne peuvent pas se déplacer entre leurs villes.

Au-delà de la fermeture des points de contrôle, nous sommes également confrontés à l'augmentation des invasions et des attaques quotidiennes israéliennes. Des engins militaires, tels que des bulldozers, pénètrent dans les villes et détruisent les routes, les réseaux d'eau et d'électricité. De nombreuses organisations ont fermé à cause de ces attaques, les gens ne peuvent pas aller travailler et les employé·e·s se retrouvent sans ressources. Cela a affecté les revenus réguliers des familles, qui passent plus de temps enfermées dans leurs maisons.

Notre situation est très difficile, nous vivons des tensions, la dépression augmente, ainsi que la tristesse et la peur de l'avenir. **La violence a tragiquement entraîné un nombre croissant de veuves et de nombreuses femmes sont devenues chefs de famille à la suite du décès de leur partenaire.**

Cette situation menace plusieurs droits des femmes. Les filles ne peuvent pas aller à l'université. Des milliers de Palestiniens ont déjà perdu leur maison et la plupart des familles sont confrontées à la pauvreté. Nous savons que ce scénario conduit à des **mariages précoces**. Les parents peuvent considérer leur fille comme un fardeau économique et les familles pauvres peuvent donc choisir de marier les filles en tant que stratégie de survie pour la famille.

Les femmes et les jeunes filles cherchent refuge dans des abris surpeuplés qui ne garantissent pas l'accès aux services essentiels tels que la nourriture et l'eau; mais qui compromettent également leur intimité, ce qui accroît les risques en matière de protection des femmes.



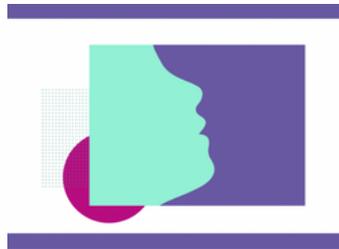
Quelle est l'importance d'un Observatoire des violences faites aux femmes à Djénine dans le contexte actuel ?

Les femmes victimes de violences ont plus besoin de soutien que jamais. Actuellement, les priorités sont la sécurité et les soins, mais à la fin de la guerre, les revendications des femmes doivent aussi rester une priorité. Avant que l'armée israélienne ne ferme tous les points de contrôle, les femmes victimes de violences pouvaient se rendre dans un refuge situé dans une autre ville, comme Naplouse, qui est la plus proche de Djénine. Aujourd'hui, elles sont dans l'incapacité totale de se déplacer. **Les femmes victimes de violences sont isolées, confinées chez elles.** L'effondrement et la faiblesse des services médicaux limitent la réponse aux besoins de santé des victimes comme des cinquante mille femmes enceintes qui ne trouvent pas un endroit pour accoucher.

A Djénine, la municipalité s'efforce de rétablir les services de base qui ont été détruits par l'armée israélienne lors de l'attaque dans la ville. En raison de la situation, nous savons qu'il est difficile d'apporter aux femmes et aux enfants l'aide dont ils ont réellement besoin dans cette crise humanitaire. Je souligne les défis auxquels ces demandes sont confrontées dans la société palestinienne, notamment le fait qu'elles ne constituent pas une priorité en raison de la guerre et des attaques résultant de l'occupation de la Palestine, de sorte que ces demandes ont toujours été reportées par les dirigeants palestiniens. **C'est pourquoi il est important d'avoir l'Observatoire de la violence à l'égard des femmes à Jénine afin d'avoir une réponse d'urgence aux besoins des femmes dès maintenant.**

C'est dans des moments comme celui-ci que nous reconnaissons l'importance d'établir le plus rapidement possible **un refuge d'urgence pour les femmes de Djénine**, comme dans le cadre de notre programme international "Pour des territoires protecteurs des femmes victimes de violences".

L'Observatoire poursuivra également ses autres activités, notamment le soutien psychologique aux femmes victimes de violence avec les besoins de base tels que la nourriture, l'eau, et leur intimité; ainsi que l'assistance aux femmes qui ont perdu des membres de leur famille et/ou leur source de revenus. L'Observatoire de Djénine est et restera un lieu pour toutes les femmes qui ont souffert en silence et n'ont pas trouvé de soutien. Nous sommes ensemble. Nous devons être forts pour pouvoir aider les femmes. Je voudrais citer le poète Mahmoud Darwish pour conclure : "Nous avons sur cette terre ce qui fait que la vie vaut la peine d'être vécue".



Le message sur d'Ernestine Ronai, Responsable de l'Observatoire des violences envers les femmes du Département de la Seine Saint Denis: le féminicide



L'ONU définit le féminicide comme un acte de violence fondée sur le sexe, à savoir le meurtre intentionnel de femmes parce qu'elles sont des femmes. La lutte contre les féminicides à Ciudad Juarez commence en 1993 avec un nombre important de femmes tuées faisant émerger le concept de « féminicidio ».

Le **féminicide intime, ou féminicide conjugal**, est le meurtre d'une femme par son partenaire ou **ex-partenaire intime**. Les hommes violents sont imprévisibles et face à toute révélation de violences il est important d'évaluer le danger et le « risque de féminicide ». **Nous devons développer une culture de protection des victimes.**

En 2020, l'ONU recense 47 000 femmes tuées dans le contexte familial et/ou conjugal. En 2021, 56% des femmes tuées dans le monde l'ont été par leur partenaire intime ou membres de leur famille.

Les données sur les féminicides sont encore difficiles à obtenir au niveau international. Les collectivités territoriales peuvent rendre visible les féminicides au local en publiant le décompte sur leurs territoires. A l'échelle mondiale on estime que 736 millions de femmes - soit près d'une sur trois - ont été victimes de violences physique et/ou sexuelles de la part de leur partenaire intime. Le thème de la campagne de l'ONU pour 2023 est « **Investir pour prévenir les violences à l'égard des femmes et des filles** », il s'agit de mettre l'accent sur l'importance de financer la prévention et la protection des femmes victimes de violences.

Les actualités du programme international « Pour des territoires protecteurs des femmes victimes de violences »



Mars 2023 : à l'occasion du 8 mars 2023, l'Observatoire international a accueilli Madame **Bintou Bouaré**, présidente de l'association Women Law and Development in Africa, juriste et militante malienne pour la lutte contre les violences faites aux femmes.

“Local and Regional Governments against Sexual Violence”

23 May 2023

Mai 2023 : l'Observatoire et la CISDPDH de CGLU ont organisé le webinaire “*Les collectivités territoriales engagées dans la lutte contre les violences sexuelles*” pour comprendre la réalité de violences sexuelles au niveau local, les différentes formes, leur ampleur et conséquences pour les victimes et pour la société.

Le rapport du webinaire est disponible [ICI](#)



Juin 2023 : participation de l'OVF au 4e Forum des “*Villes et Territoires pour la Paix*” de Bogota. Dans ce cadre, la CISDPDH a organisé une consultation avec la Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur la violence contre les femmes et les filles, Mme. Reem Alsalem, intitulée:

“*Vers un municipalisme féministe : institutionnalisation des droits des femmes et éradication de la violence envers des femmes*”

Le rapport de la consultation avec la Rapporteuse de l'ONU est disponible [ICI](#)

Mai et juin 2023 : missions dans les territoires pilotes de **Djénine** et de **Ngazidja** afin de rencontrer les partenaires du programme et animer des formations à destination des professionnel-le-s.

Septembre 2023 : une délégation d'animatrices et animateurs des territoires pilotes de Djénine et Ngazidja s'est rendue en Seine-Saint-Denis pour participer à une formation sur le dispositif “**Jeunes contre le Sexisme**”.

Novembre 2023 : rencontre annuel “**Femmes du Monde en Seine-Saint-Denis**” sur le thème “*Féminicides, pas une de plus*” avec la participation de la Ville Ngazidja, de la Commission Inclusion Sociale, Démocratie Participative et Droits Humains de CGLU et de **Yadira Cortés**, activiste de **Red Mesa Mujeres de Ciudad Juarez** (Mexique), un espace collectif pour construire une culture de l'égalité des sexes et du respect des droits humains des femmes.

Féminicides pas une de plus

Avec elles, pour elles

14 nov. 2023

19^{es} rencontres femmes du monde en Seine-Saint-Denis



Les collectivités territoriales s'engagent : exemples des initiatives locales contre les violences envers les femmes

Samburu County (Kenya) : les autorités locales du comté de Samburu ont collaboré avec des ONG et des chefs de communautés pour mener des campagnes de sensibilisation et des **dialogues communautaires** afin de lutter contre les mutilations génitales féminines. Elles soutiennent également des centres de secours pour les filles risquant d'être victimes de MGF.



La Ville de Padoue (Italie) lance le projet "**Melitea. Rinascere Libere**", qui vise à créer un réseau multi-agences et multi-professionnel pour favoriser l'émergence, l'identification, l'initiation et la prise en compte des situations de femmes de plus de 65 ans victimes de violences dans la ville. Dans la seule province de Padoue, les femmes de plus de 65 ans représentent 25,8 % de la population féminine, et le projet a l'objectif de mieux comprendre les obstacles et les défis auxquels ces femmes sont confrontées lorsqu'elles formulent une demande d'aide et lorsqu'elles sortent d'une situation de violence.

Le Secrétariat aux politiques et à la promotion de la femme de Rio de Janeiro (Brésil) promeut la **Carte de la femme carioca**, qui a mis en lumière que toutes les heures, une femme a subi une forme de violence dans la municipalité de Rio. L'objectif principal de la carte est d'obtenir et comparer les données sur les violences et les droits des femmes, afin d'appuyer la municipalité à identifier les priorités et les besoins des femmes dans le territoire; ainsi qu'à formuler des politiques publiques visant à lutter contre la violence à l'égard des femmes à Rio.



Le gouvernement du Cap-Occidental (Afrique du Sud) promeut une série de **services intégrés** pour les femmes victimes de violence, qui comprennent des services pour aborder le psychotraumatisme, des conseils familiaux, des soins médicaux, des programmes pour les jeunes et dans les écoles; ainsi que plusieurs initiatives visant à encourager des modèles de masculinité positive.



Plusieurs collectivités territoriales dans le monde participent à la campagne d'ONU Femmes "**16 Jours d'activisme contre la violence basée sur le genre**", qui démarre le 25 novembre et prend fin le 10 décembre, qui marque la Journée des droits humains.

La Province de Pichincha (Equateur) a investi dans la promotion de la santé des femmes et des **droits sexuels et reproductifs** à travers des politiques publiques et un **centre** spécialisé dans le cadre du programme "Pichincha Humana", qui offre également un service gratuit d'interruption de grossesse en cas de viol.

SUIVEZ-NOUS!

Nos prochaines étapes



- En début 2024, l'OVF, CISDPDH de CGLU la Municipalité de Banjul (Gambie) organisent **une formation sur la construction et la mise en œuvre de politiques publiques qui protectrices des femmes victimes de violences en Afrique**. Ce séminaire sur le continent africain sera l'occasion de renforcer le travail en réseau et d'échanger sur les bonnes pratiques territoriales.
- Les collectivités sont invitées à participer à l'**appel à contribution pour le rapport de la rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes et les filles** au Conseil des droits de l'homme sur la prostitution et la violence contre les femmes et les filles, qui doit être soumis d'ici le 31 janvier.
- La soixante-huitième session de la **Commission de la condition de la femme de l'ONU** aura lieu du 11 au 22 mars 2024 et portera sur **la pauvreté, les systèmes de protection sociale, et l'accès aux services publics** pour l'autonomisation des femmes et des filles.
- Un **webinaire** se déroulera au premier semestre de 2024 et se concentrera sur les **cyberviolences**.
- Des nouvelles **missions** de l'équipe de l'OVF se dérouleront **dans les territoires pilotes de Djénine et Ngazidja**, avec un focus sur la formation des professionnel-le-s, ainsi que sur l'accompagnement des victimes et sur la mise en place du plan d'actions local.
- Un grand **séminaire d'échange et de capitalisation** pour la fin du programme international se déroulera en Seine-Saint-Denis en novembre 2024 .

Plus d'informations sur les sites internet de la [CISDPDH-CGLU](#) et de l'[Observatoire international des violences envers les femmes](#). Contactez-nous aux adresses suivantes pour en savoir plus: oivf@seinesaintdenis.fr; cisdp1@uclg.org

